



Analyse des risques | Autoprotection hors des structures de protection communautaire
Moyens de subsistance | Renforcement des capacités | Stratégies d'adaptation négatives
Violences basées sur le genre

📍 Palestine

Comment la communauté nous a enseigné le travail de protection

Enseignements tirés à Gaza

Par Fidaa Al-Araj, Chargée de justice genre et de protection pour Oxfam

« Vulnérables », « marginalisées », « défavorisées » et « exclues » sont des qualificatifs que nous utilisons pour décrire les personnes « auprès desquelles nous travaillons », que nous « ciblons » et que nous « servons ». Quel que soit le travail que nous faisons, tous ces mots ont une chose en commun : ils reflètent la conviction chez certain-es humanitaires que ces personnes manquent de quelque chose, et que nous devons fournir ce quelque chose afin de soulager leur souffrance et améliorer leur vie. Comme justification de base du travail humanitaire, cette affirmation est vraie. Cependant, elle ne dépeint pas toute la réalité.

Ce que nous ne voyons pas toujours et donc, qui manque à nos activités, c'est ce que ces personnes ont plutôt que ce qu'elles n'ont pas : leur résilience inhérente et des stratégies d'adaptation innovantes. Il y a beaucoup de choses qui leur permettent de subvenir à leurs besoins, voire de s'épanouir par leurs propres moyens. Elles sont en mesure de faire face et de survivre au caractère éphémère de l'aide humanitaire et au soutien irrégulier que cette dernière fournit. C'est la pierre angulaire de la protection communautaire. Les témoignages partagés ici illustrent comment notre équipe a appris cette leçon, non seulement en appliquant les théories, les résultats et cadres de travail issus de recherches, mais également auprès des personnes que nous pensions être trop vulnérables pour nous conseiller.

Début 2019, Oxfam dans le Territoire palestinien occupé et en Israël a lancé un projet dans le cadre du programme humanitaire « Saving Lives Now and in the Future », qui vise à protéger et soutenir des enfants, des femmes ayant été confrontées à des violences basées sur le genre, ainsi que des ménages dont les moyens de subsistance pâtissent de la crise économique et humanitaire prolongée et qui s'aggrave à Gaza. Un exercice de cartographie de la sécurité a été réalisé avec un groupe de 70 femmes ayant été confrontées à des violences basées sur le genre, qui souhaitaient bénéficier d'activités génératrices de revenus. Cet exercice avait pour but d'examiner les différentes manières dont les femmes, les hommes, les adolescentes et les adolescents perçoivent les risques auxquels ils et elles sont confronté-es lorsqu'ils et elles travaillent pour gagner leur vie. L'exercice comprenait des groupes de discussion et des entretiens individuels avec des femmes et des hommes d'âges différents afin de déterminer :

- les différentes formes de préjudices et de violences auxquelles ils et elles font face (psychologiques, physiques, sexuelles, économiques ou socioculturelles) ;
- les situations présentant le plus grand risque (par ex. être seul-e dans un magasin, négocier un prix) ;

- comment réduire ces risques ;
- comment ils et elles qualifieraient leurs relations avec les autres acteurs du marché, les employeurs et les collègues ; et
- s'ils et elles ont un filet de sécurité, comme des personnes vers qui se tourner pour trouver de l'aide ou emprunter de l'argent.

La cartographie de la sécurité complétait les analyses d'Oxfam à Gaza sur la prévalence des stratégies d'adaptation négatives en ce qui concerne les moyens de subsistance, comme par exemple :

- des adultes travaillant dans des conditions dangereuses ;
- de jeunes enfants (de 6 à 12 ans) travaillant contre une faible rémunération, souvent forcés de quitter l'école ;
- des filles issues de ménages pauvres forcées de se marier ;
- des personnes diminuant leur consommation d'un aliment habituellement favorisé ; et
- des femmes limitant ou réduisant leur alimentation et allant se coucher le ventre vide pour donner la priorité aux enfants et aux hommes.

Dans l'ensemble, ces analyses ont montré que les femmes et les filles adoptent des stratégies d'adaptation négatives plus souvent que d'autres groupes et que ces stratégies sont plus préjudiciables. L'exercice de cartographie de la sécurité a confirmé cette observation. En effet, seules des filles ont signalé avoir eu recours à des rapports sexuels monnayés ou au mariage précoce en tant que stratégies d'adaptation négatives. La situation la plus courante décrite par les répondant-es était des femmes forcées par leur mari à avoir des rapports sexuels contre de l'argent :

« Un mari invite des gens chez lui et force sa femme à avoir des rapports sexuels contre de l'argent. »

« En raison de la situation économique difficile, un homme invite d'autres hommes chez lui et vend l'honneur de sa femme pour de l'argent. »

« Un homme vend sa femme afin de pouvoir acheter des médicaments pour lui seul. »

« Un homme vend le corps de sa femme contre 20 shekels afin de s'acheter des cigarettes. »

La deuxième situation la plus courante concerne les filles contraintes par un parent (en général le père) ou un-e autre membre de la famille, à avoir des rapports sexuels monnayés :

« Un père vendant le corps de ses filles contre de l'argent. »

« Les filles vivant avec un handicap sont plus susceptibles d'être utilisées par leur famille pour obtenir de l'argent de cette manière. »

« Des maris vendent l'honneur de leurs femmes et de leurs filles contre de l'argent. »

Dans certains cas, des femmes et des filles ont déclaré avoir des rapports sexuels afin de garantir leur survie :

« Elles font ce travail pour l'argent. »

« En raison de la pauvreté, ce phénomène est répandu. Les femmes doivent s'y résoudre pour gagner de l'argent. »

« Une fille de l'école se rend chez un homme pour faire ça contre de l'argent, sans que ses parents le sachent. »

Ces révélations étaient choquantes, d'autant plus que la communauté est de nature conservatrice, que selon les normes sociales et religieuses en place de tels actes relèvent du péché et que les rapports sexuels monnayés sont interdits et punis par la loi. Elles montrent surtout que notre programmation ne devrait pas être fondée sur des suppositions concernant la prévalence de certaines normes sociales, car elles peuvent se révéler inexactes. Dans la pratique, cela demande de construire des relations de confiance avec les communautés, de façon à comprendre parfaitement quelles sont les vraies menaces pour leur protection.

De plus, une grande partie des femmes et des adolescentes ayant participé aux groupes de discussion ont signalé des risques potentiels liés aux activités de subsistance, en particulier pour les adolescentes. Le risque le plus fréquent était celui du harcèlement sexuel, suivi par la violence domestique ou les menaces proférées par la famille, et les violences verbales ou physiques de toutes sources confondues.

Afin d'atténuer ces risques, les femmes et les filles ont déclaré avoir recours à des mécanismes d'adaptation comme être toujours accompagnées par un homme de leur famille lorsqu'elles se rendent au marché ou ailleurs, veiller à ne jamais se trouver en dehors de la maison une fois la nuit tombée, se déplacer en groupe et éviter les rues désertes et sombres si aucun homme de leur famille n'est avec elles. Elles ont également mentionné avoir l'aide d'un homme de leur famille pour gérer les clients voire pour gérer les affaires en général (par ex. recevoir des commandes par téléphone, livrer des commandes et gérer les retours). Certaines femmes et filles ont expliqué qu'elles ne se rendent jamais au domicile de leurs client-es (les coiffeuses et les couturières par exemple), mais utilisent un endroit fixe où recevoir leur clientèle, même si cette solution est plus onéreuse.

En plus de ces risques concernant les femmes et les filles, les garçons sont plus susceptibles que les filles d'être déscolarisés en cas de problèmes d'argent, car ils peuvent travailler pour contribuer au revenu du ménage :

« Mon aîné a quitté l'école afin de chercher du travail et de m'aider à subvenir aux besoins de la famille. »

« Nous avons retiré notre fils de l'école pour qu'il apprenne un métier qui lui permettra de gagner de l'argent pour la famille. »

« Nous envoyons notre fils vendre des glaces et des noix sur le marché. »

Garantir la confidentialité et la protection de nos sources de données est essentiel. Cela permet non seulement de protéger les personnes avec lesquelles nous travaillons, le personnel de protection y compris, mais cela crée également un espace sûr dans lequel les personnes peuvent partager ouvertement leur réalité et demander l'aide qu'elles ne pourraient autrement demander, ou qui, si elles le faisaient, pourrait leur faire subir de lourdes conséquences. Par conséquent, l'exercice de cartographie de la sécurité a été en soi une expérience d'apprentissage étant donné que nous avons le bon outil,¹ mais que nous faisons face à des obstacles concernant la protection des données, la protection des personnes ayant été confrontées à des violences basées sur le genre, qui étaient stigmatisées et extrêmement réticentes à l'idée de partager leur expérience et la protection des enquêteurs et enquêtrices dans un environnement gouverné par des autorités locales qui scrutent tout d'un point de vue sécuritaire et rendent les recherches difficiles. La protection a été assurée des manières suivantes :

- en embauchant et en formant des enquêteurs et enquêtrices ;

1 Manell, Tenzin et Young Lee, Ann. CLARA: Cohort Livelihoods and Risk Analysis Guidance. New York : Women's Refugee Commission, 2016. Disponible sur : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/CLARA-Livelihoods-Gender-Guidance-2016.pdf>.

- en veillant à ce que les enquêteurs et enquêtrices n'habitent pas dans la même zone que les femmes interrogées ;
- en garantissant l'anonymat des enquêteurs, des enquêtrices et des femmes à la fois en ayant recours à un système de codage plutôt qu'aux noms ; et
- en réalisant des entretiens dans un centre communautaire dans lequel les femmes se rendaient souvent pour d'autres types de services et de soutien.

Les récits de ces femmes nous ont fait réfléchir à des risques auxquels nous n'attribuions auparavant que peu de conséquences, comme le pouvoir de la rumeur, l'importance de la réputation et l'influence de la famille proche et des voisins sur la façon dont les femmes vivent leur vie, ce qu'elles font comme travail et comment elles sont perçues et présentées à d'autres.

Ces récits nous ont appris qu'un programme d'aide aux moyens de subsistance efficace va au-delà des études de la faisabilité positives, des formations en gestion des affaires et des analyses de marché. La réussite ou l'échec de ces programmes reposent sur la façon dont la communauté place telle façon de gagner sa vie et la personne qui occupe tel emploi sur une échelle de valeur allant de la vertu à la faute. Les femmes nous ont appris que, pour qu'un programme de protection marche, il doit découler d'une profonde compréhension de la communauté, de son fonctionnement, de ses membres clés et de celles et ceux qui détiennent l'influence.

Grâce au processus, nous avons appris que les interventions dont la conception a lieu entièrement en amont ne sont pas toujours couronnées de succès, même si elles marquent beaucoup de points pendant les évaluations en répondant à tous les indicateurs et valeurs cibles.

Qu'est-ce qui a changé ?

Bien que les activités génératrices de revenus (AGR) aient d'abord été conçues de manière à cibler 50 ménages rencontrant des difficultés avec leurs moyens de subsistance, nous avons décidé de cibler 50 ménages supplémentaires de femmes ayant été confrontées à des violences basées sur le genre. L'exercice de cartographie de la sécurité a également orienté l'identification des types d'AGR, et de leur emplacement et faisabilité, tout en permettant de tenir compte des questions de genre. Par exemple, nombre de femmes n'avaient pas le droit, ou ne se sentaient pas à l'aise à l'idée de réaliser des AGR sur le marché, qui est dominé par les hommes. Par conséquent, nous avons modifié ces AGR de façon à ce qu'elles puissent être réalisées chez soi, sans que cela n'affecte leur score lors de l'évaluation préalable à la mise en œuvre.

Le fait d'inclure des personnes ayant été confrontées à des violences basées sur le genre dans notre cible a amplifié l'impact des AGR en termes de protection. Prenons l'exemple d'une femme qui avait quitté son mari violent, mais qui subissait la pression des membres de sa famille pour retourner avec lui et ne pouvait pas compter sur leur soutien financier. Dans ce cas, l'AGR a joué un rôle décisif dans sa décision de ne pas retourner vers son mari, car elle pouvait subvenir seule à ses propres besoins. Dans un programme standard d'AGR, cette femme n'aurait probablement pas été soutenue, car sa situation aurait été perçue comme un risque pour l'activité. Par exemple, le fait qu'elle avait un dossier ouvert auprès d'organismes d'aide contre les violences basées sur le genre, qu'elle se battait pour la garde de ses enfants et qu'elle ne comptait pas sur le soutien de sa famille (ce qui signifie qu'elle aurait eu besoin d'embaucher des personnes pour la mise en œuvre de son AGR) sont autant de raisons qui auraient joué en la défaveur de l'AGR lors de l'évaluation. Cependant, les ajustements effectués ont permis aux femmes confrontées à ce genre de situations d'être considérées pour le projet. De plus, certains coûts qui d'habitude ne seraient pas couverts dans le cadre d'un programme d'AGR (tel que le transport pour les femmes vivant dans des zones reculées afin qu'elles se rendent au marché) ont été pris en charge dans ces AGR centrées sur les violences basées sur le genre.

Inclure des personnes ayant été confrontées à des violences basées sur le genre nécessitait par ailleurs une réponse qui elle-même tenait davantage compte de la problématique du genre et des violences basées sur le genre. Par conséquent, Oxfam a fourni des conseils en intégration des

questions de genre et de violences basées sur le genre aux formateurs et formatrices qui allaient former les personnes ayant été confrontées à des violences basées sur le genre. La formation était par conséquent plus adaptée aux besoins des femmes et plus pertinente concernant les risques autres que ceux du marché.

Le contenu des sessions de sensibilisation a également été adapté. Ces sessions portaient initialement sur les concepts de genre, l'égalité entre les genres dans l'accès aux moyens de subsistance et la participation des femmes aux marchés. Cependant, les retours que nous avons reçus de la part de femmes ciblées nous ont amenés à fournir des conseils et des formations sur des sujets tels que la gestion du stress en tant que personne ayant été confrontée à des violences basées sur le genre ; comment réintégrer la société et retrouver des moyens de subsistance ; comment avoir plus d'assurance et mieux gérer la concurrence en tant que femme ; et comment gérer les risques potentiels de harcèlement ou de violences basées sur le genre pendant la préparation et le déroulement de leur AGR. Ces sessions sur-mesure de sensibilisation ont eu une grande influence sur la manière dont les femmes ont géré leur AGR et l'équilibre vie privée-vie professionnelle. Selon l'évaluation de fin de projet, elles ont également eu un effet très positif sur l'harmonie des ménages et amélioré le bien-être en général.

L'évaluation des AGR en fin de projet a également été conduite différemment. Une évaluation de l'efficacité a été effectuée pour les AGR des femmes ayant été confrontées à des violences basées sur le genre, lors de laquelle ont été examinés non seulement les résultats économiques et en matière de moyens de subsistance, mais aussi leur impact sur la vie des femmes, leurs relations, leur capacité de prise de décisions et leur situation en matière de violences basées sur le genre. Cette approche relativement nouvelle en matière d'évaluation des AGR est une source d'enseignements pour de futures interventions. Les retours du centre responsable des dossiers de violences basées sur le genre des femmes ciblées ont confirmé que, suite à l'intervention, près de la totalité des dossiers qui étaient en cours de traitement depuis très longtemps avaient été bouclés, preuve que les femmes avaient pu se libérer du cycle de la violence.

Afin de parvenir à une telle compréhension et à des tels résultats, le personnel de protection peut être amené à adapter les programmes en fonction des personnes qu'il cherche à soutenir. Il faut pour ce faire les laisser s'exprimer sans guider leurs réponses, sans chercher à confirmer des idées préconçues et valider nos hypothèses. Nous devons à la place écouter ce que la communauté a à offrir et s'en servir pour adapter nos interventions et obtenir des résultats ayant un réel impact.